

Bulletin européen

TRIBUNE LIBRE FONDÉE EN 1950 PAR J. CONSTANTIN DRAGAN



LES AVENTURES AFRICAINES DE MOSCOU

par ROBERTO CESTELLI

Lorsque cet écrit parviendra aux lecteurs du «Bulletin Européen», la fumée de la bataille qui recouvre en ce moment la plaine de l'Ogaden se sera certainement dispersée, tout au moins suffisamment pour nous permettre de connaître la vérité sur le sort de Giga que l'armée éthiopicocubano-soviétique assure avoir conquise, tandis que les Somalis affirment qu'elle est encore entre leurs mains.

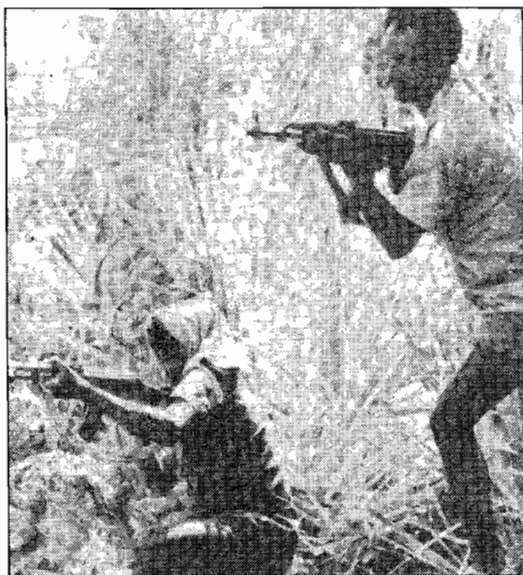
Une chape de silence recouvre actuellement tout ce qui se passe sur ce front.

La guerre de l'Ogaden ressemble à une bataille de l'époque médiévale, quand les nouvelles ne parvenaient qu'à travers le récit des réfugiés.

Et pourtant, tout au moins du côté éthiopien, c'est une guerre combattue avec les moyens et les armes les plus sophistiqués.

Il suffit de penser que pour passer le col, infranchissable et bien défendu, de Kara Marda, les «conseillers» soviétiques ont transporté leurs chars pour attaquer Giga avec d'énormes hélicoptères, de 15 mètres de hauteur, une arme futuriste dont l'opinion publique mondiale ignorait jusqu'à l'existence.

Ce n'est certes pas le sort de ce centre perdu dans le désert de l'Ogaden qui attire notre attention, mais le fait de savoir si après avoir conquis Giga, Moscou arrête-



ra, comme il l'a assuré jusqu'à présent, l'avancée des armées afro-cubaines et de ses tanks sur la ligne frontalière qui a toujours délimité la Somalie de l'Ethiopie ou s'il en fera suivre l'action jusqu'à la mer pour conquérir Berbera et tous les ports somalis de la mer Rouge et de l'océan Indien, afin de s'assurer ainsi des bases pour son imposante flotte navale et aérienne.

Mais même si Moscou maintenait son engagement - et nous en doutons, étant donné l'état de droit de vengeance qui a toujours marqué les affrontements entre les Ethiopiens et les Somalis - la chute politique prévisible de Barre pourrait avoir comme conséquence la venue au pouvoir somali d'un nouveau président soviétophile qui mettrait à la disposition de l'Urss tous les ports du pays.

LA STRATEGIE CYNIQUE DE WASHINGTON

Ce n'est qu'au début de février que le Département d'Etat des Usa a publié son premier rapport officiel sur les événements menaçants qui bouleversent depuis longtemps la Corne d'Afrique.

Les capitales européennes l'ont lu avec méfiance et stupeur tant parce que le rapport avait été publié après des pressions longues et continues de plusieurs Etats européens sur le gouvernement des Etats-Unis, qu'en raison du ton froid et calculé de

ce rapport même avec lequel le président Carter a pris les distances d'une situation certainement explosive, mais qu'il ne peut évidemment pas ignorer dans la substance actuelle et dans ses répercussions futures.

Le rapport du Département d'Etat a été défini, dans les milieux proches du président Giscard d'Estaing, «le secret préféré de Carter», un dessein né du «syndrome du Viet-nam», dont souffre le gouvernement Usa, il s'agit en l'occurrence de la ligne de base de la nouvelle politique africaine de Washington, une conception dangereuse et nouvelle, dont le premier inventeur - Ponce Pilate - passa à la postérité pour un célèbre lavage de mains.

U.S.A.: SALVES DE MOTS

Le Département d'Etat est certainement préoccupé pour les interférences étrangères dans le conflit entre l'Ethiopie et la Somalie; il s'est même rendu compte que la controverse est allée bien au-delà d'une dispute de frontières pour la possession d'une zone tout compte fait désertique et peuplée uniquement de bergers nomades.

Un gigantesque pont aérien fonctionne depuis des mois entre l'Union soviétique et Addis Abeba et presque chaque jour d'énormes avions Iliouchine ont déchargé en Ethiopie des tonnes d'armes, et de munitions et des «conseillers» soviétiques et des milliers de guérilleros et de pilotes cubains et de «techniciens» militaires de l'Allemagne orientale et de la République socialiste tchécoslovaque.

Le succès d'une opération militaire dans cette région sera pour l'Urss d'une importance vitale, parce qu'il lui permettrait de contrôler la mer Rouge, le golfe Persique et une partie, au moins, de l'océan Indien, donc la route du pétrole destiné à l'Europe; en bref, la possession des ports de la Corne d'Afrique permettrait à l'Urss de mettre les mains à la gorge de tout le continent européen.

Quand la Somalie, qui avait déjà reçu de Bonn, en reconnaissance de son accord donné à l'action des «Têtes de Cuir» à l'aéroport de Mogadiscio contre les terroristes palestiniens, des crédits pour 24 millions de dollars destinés exclusivement à l'achat d'armes, s'est adressée à Washington et à Paris, le Département d'Etat américain,

malgré les pressions de l'Egypte et l'Arabie saoudite - justement préoccupées par une présence soviétique menaçante dans les «mers arabes», a répondu à Mogadiscio par un refus et a conseillé à Paris d'en faire autant, créant ainsi, dans la Corne d'Afrique, un vide dangereux qui correspond à une invitation ouverte pour une intervention soviétique massive, et en se leurrant que Moscou aurait envoyé moins d'armes et aucun «conseiller» à Addis Abeba uniquement parce que Washington aurait démontré ainsi de se désintéresser nettement de ce coin d'Afrique qui offre, pourtant, un intérêt stratégique si important.

Le président Carter a vraiment réuni autour de lui, comme conseillers politiques, un beau groupe de rêveurs moralistes!

L'ETHIQUE DE WASHINGTON

L'habileté dialectique et de propagande du Kremlin, répercutée par les tambours des différents partis communistes, trouva de telles résonnances dans le vide de tant de têtes de pseudo-intellectuels, d'humanitaires à sens unique, d'aveugles politiques et de sujets aspirants de dictatures que les Usa réussirent, dans le Sud-Est asiatique et avec un grand effort, même s'il n'a pas été admirable, à s'auto-infliger la première défaite de leur histoire en réussissant, en outre, à perdre la face devant le monde entier, à faire figure d'impérialistes et d'impérialistes et en payant tout ce brillant insuccès avec la vie de cent milles Américains et une dépense de 50 000 milliards de dollars, c'est-à-dire un coût largement supérieur à celui du programme spatial pour la conquête de la lune!

Il est donc partiellement compréhensible que les Usa souffrent d'un «syndrome du Viet-nam» et qu'ils aient tendance à considérer avec terreur toute situation qui pourrait les engager dans des conflits qui ne lèssent pas directement les intérêts américains.

Notre compréhension à ce complexe des Usa n'est, cependant, que très limitée, parce qu'il suffirait que le Département d'Etat se persuade d'avoir perdu bêtement une bataille psychologique uniquement et non une guerre pour réussir à surmonter le complexe de celui qui souffre et retourner à faire jouer aux Etats-Unis d'Amérique, le

rôle de «Shérif du Monde» qui leur revient naturellement et que tous les peuples libres et démocratiques prétendent, justement, qu'ils rejouent, car ils voulurent jouer ce jeu en participant au second conflit mondial et à toutes les tragédies qui sont dérivées des accords au cours desquels un de leur président pensa jouer, avec le non regret M. Churchill, le rôle du premier acteur en second.

La conception actuelle de la stratégie africaine de Washington est cynique, égoïste, entièrement isolationniste, dangereuse, non seulement pour l'Afrique, mais également et surtout pour l'Europe occidentale et, donc, finalement, pour les Usa eux-mêmes. Et un jour, ils pourraient pleurer des larmes de sang pour leur nième erreur de politique étrangère.

LES U.S.A. ET L'AFRIQUE: EGOISME ET CYNISME

Voici, approximativement, quels sont les principes sur lesquels se base la conception stratégique de Washington à l'égard de l'Afrique:

- les Usa ne s'intéressent à l'Afrique que pour son pétrole;

- tant que les Usa n'auront pas mis sur pied une production industrielle de sources énergétiques pour remplacer le pétrole en quantités suffisantes pour couvrir leurs besoins en énergie, ils devront procéder à des importations appropriées de pétrole;

- parmi les pays producteurs, le Venezuela et la Nigéria sont en condition de satisfaire à cette nécessité de complément énergétique des Usa et, en outre, il s'agit de zones de production plus proches de ce marché de consommation;

- les Usa ne sont donc intéressés, en Afrique, à ne conserver qu'un monopole sur le pétrole nigérian et, donc, à sauvegarder ce pays et, éventuellement, les pays qui lui sont limitrophes et d'où pourrait partir une menace pour leur monopole;

- une menace sur les fournitures de pétrole arabe ne constituerait donc plus un facteur de pression sur les Usa et la route du cap de Bonne Espérance n'est plus vitale pour les Etats Unis et l'Afrique du Sud.

C'est ce que l'on appelle à Paris «le secret préféré de Carter». Pour les Usa, le sort de la Corne d'Afrique n'offre plus aucun intérêt. L'Urss peut s'en emparer et

dominer la route du pétrole arabe destiné à l'Europe, la prendre ensuite à la gorge et la contraindre à s'adresser à l'Est.

Un empire soviétique qui absorberait 300 millions d'autres Européens, leur technique et leurs industries pourrait balayer les Usa et la Chine et dominer le monde.

Quant à nous, nous ne serions nullement émus par les larmes d'outre-océan et les regrets tardifs.

L'EUROPE DOIT SE DEBROUILLER TOUTE SEULE

Telle est la réalité: l'Europe doit se dépêcher de se défendre toute seule et en temps utile contre les manoeuvres d'encerclement à grand rayon comme celle qui est actuellement en cours dans le désert de l'Ogaden. Le monde arabe lui en serait, en plus vraiment reconnaissant.

Lors de la récente visite de M. Carter à Paris, M. Giscard d'Estaing, qui a malheu-

reusement les mains liées depuis longtemps en raison des élections législatives, a manifesté son intention de poursuivre l'intervention française déjà entreprise dans quelques conflits africains récents, au Tchad, au Sahara occidental, etc.

Actuellement, plus de 7 000 soldats et conseillers français se trouvent sur le sol africain et d'autres unités spéciales, prêtes à intervenir, s'entraînent dans des bases militaires près de Bordeaux.

Sous la pression de l'O.U.A. - l'organisation de l'unité africaine - également, M. Carter, il est bien bon, n'a pas gardé secrète son approbation à la politique giscardienne.

Nous, les Européens, attendons maintenant avec angoisse le résultat des élections françaises pour savoir si la France acceptera de jouer le rôle, au nom de l'Europe, de «Gendarme de l'Afrique», rôle que le «Shérif américain» a rejeté si égoïstement.

R.C.

LE PCF ATTAQUE DUREMENT LA CEE

Alors que la campagne électorale française vivait ses dernières heures, la dernière question qui a gâté les rapports, déjà tendus entre le Psf et le Pcf, est le rôle que devrait jouer Paris vis-à-vis de la Communauté européenne.

Jean Kanapa, «idéologue» du Pcf et membre du bureau politique de ce parti, a lancé à Longwy, dans le nord de la France, une violente attaque contre la Cee, car elle représente une entité politique. En outre, Kanapa, a eu des mots durs pour la République fédérale d'Allemagne.

«La politique de la France ne doit pas se décider à Bruxelles», a déclaré Kanapa. Il a ensuite ajouté que «les représentants du Marché commun décident, la plupart du temps, en faveur de l'Allemagne occidentale, le sort de la sidérurgie française et celui de notre agriculture».

Parlant de la République fédérale d'Allemagne, Kanapa a âprement critiqué la «domination» de Bonn sur la Cee. Il ressort clairement, du discours du dirigeant du Pcf, que les communistes français craignent, en cas de victoire de la gauche, d'être contraints de dépendre des «indications» politiques de la Communauté en contraste avec les intérêts de la politique communiste. En outre, la position fermement anticommuniste de l'Allemagne occidentale, la première puissance économique de l'Europe occidentale, ne peut pas ne pas importuner le Pcf.

De son côté, François Mitterrand, secrétaire général du Psf, a affirmé que «la France restera dans le Marché commun, car c'est dans l'intérêt de la France».

La question des rapports vis-à-vis de la Cee a marqué un nouveau point de contraste entre M. Mitterrand et le secrétaire du Pcf, Georges Marchais.

APRES BELGRADE

EN AGONIE, DES SA NAISSANCE

par M.PAVLOVTICH

L'échec de la Conférence de Belgrade n'a surpris personne: à peine commencée, elle entraînait déjà en agonie. Pendant cinq mois, l'opinion publique européenne a assisté à un combat inutile et pénible mené par les représentants des Etats libres contre ceux du grand Oppresseur et de ses pauvres sujets. Mais fallait-il vraiment engager cette bataille visiblement vouée à l'échec? Pouvait-on espérer une chance de victoire, même très modeste? Ou bien le triomphe des Soviétiques s'explique-t-il par des erreurs commises par leurs adversaires maladroits? Et les perspectives?

Telles sont les questions principales que la publication de l'acte de décès de la conférence de Belgrade a tout de suite soulevée. Des questions graves qui affligent les peuples européens et obscurcissent l'horizon de l'intégration européenne.

Par la convocation à Helsinki de la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe et par la consécration, à l'issue de cette Conférence, du joug soviétique sur une bonne partie de l'Europe, les dirigeants du Kremlin remportaient une victoire retentissante. L'insouciance irresponsable de ceux qui, à Yalta, cédèrent à l'Urss un immense territoire et trahirent l'espoir des dizaines de millions de personnes qui l'habitaient, fut ainsi, une fois encore - et d'une façon solennelle - acceptée et approuvée par les Occidentaux. Par la signature de leur président, les Etats-Unis donnaient à l'Union soviétique, en 1975, l'assurance formelle d'un avenir tranquille, en raison du principe de la détente. Les Occidentaux satisfaisaient les exigences des Soviétiques, car ces derniers s'engageaient à assouplir les contacts humains entre les deux parties de l'Europe, ce qui aurait pu signifier également une amélioration sensible de la situation interne dans les pays communistes soumis à Moscou.

Les accords d'Helsinki évoquaient la question des droits de l'homme, et les Soviétiques avaient signé. C'était ce qu'ils offraient en échange des cadeaux magnifiques qu'ils avaient obtenus.

Quand il s'agit de relations internationales, le mot «invraisemblable» ne devrait pas être employé; aussi invraisemblable que cela puisse paraître, il y eut pas mal d'hommes politiques occidentaux qui crurent en un changement radical de la politique soviétique. La voix de la liberté ne peut pas être étouffée pour toujours - pensaient-ils - et les satellites de Moscou allaient reconquérir, petit à petit, les droits que Churchill et Roosevelt avaient sacrifiés à Yalta. A la myopie de ces politiques, s'ajouta la propagande massive des partis communistes occidentaux, qui chantait des hymnes de gloire au premier Etat socialiste, le champion de la liberté des peuples, modèle de sauvegarde et de garantie des droits de l'homme... Par une triste ironie du sort - qu'il n'était pourtant pas difficile de prévoir - l'échec de la Conférence de Belgrade, deux ans et demi plus tard, est dû au refus de l'Union soviétique que soient mentionnés, dans la déclaration finale, les droits de l'homme.

En effet, les droits de l'homme ne sont pas évoqués dans la déclaration finale adoptée le 8 mars par les trente-cinq Etats participant à la Conférence de Belgrade. Une allusion trop «discrète» (même pour le langage plein de pudeur et de réticence qu'est celui de la diplomatie) y est faite, semble-t-il, quand on dit que «un consensus n'a pas pu être obtenu sur diverses propositions présentées à la réunion».

PERSEVERANCE DIABOLIQUE

L'attitude du Kremlin a été d'une constance exemplaire pendant les cinq mois qui se sont écoulés depuis l'ouverture de la Conférence (avec un «entracte» du 22 décembre au 17 janvier): cette Conférence doit faire le bilan de l'application des accords d'Helsinki,

mais on ne discutera pas des violations des dits accords en ce qui concerne le respect des droits de l'homme; celui qui s'en réfère pour critiquer l'Urss et ses alliés commet une ingérence inadmissible dans les affaires intérieures d'autres Etats, fait de la propagande antisoviétique, rallume la «guerre froide» et fait preuve de manque de réalisme. La diplomatie soviétique a bien travaillé pour encourager le «réalisme» de l'Europe occidentale: des pressions ont été faites sur les gouvernements et même sur les hommes d'affaires pour dissuader les dirigeants politiques occidentaux de soulever à Belgrade les thèmes de la «troisième corbeille». L'argument était péremptoire: «Si vous vous battez pour les droits de l'homme, vous risquez de compromettre vos rapports commerciaux avec nous, puisque nous chercherons des partenaires ailleurs».

Il est vrai qu'à Belgrade le sujet «droits de l'homme» ne fut pas, malgré l'opposition engagée de M. Vorontsov, un sujet tabou; les représentants des pays occidentaux ont plusieurs fois parlé avec fermeté en faveur du respect des libertés fondamentales dans les pays communistes, et l'on a eu parfois la sensation d'être très près de la rupture. Il n'en fut rien, car les Américains se mirent d'accord avec les Soviétiques de préserver l'esprit de la détente et, au nom du fameux «réalisme», de laisser tomber la question des libertés fondamentales. (Le président Carter a d'ailleurs atténué, depuis longtemps, sa noble polémique là-dessus!).

Et c'est ainsi qu'au bout d'une longue conférence - qui n'a été utile que pour prouver, de façon manifeste, la ténacité antidémocratique du Kremlin et la myopie des Occidentaux - on se trouve devant une réalité cruelle et privée de toutes les illusions enchantées de la propagande communiste.

Dans la Déclaration universelle des droits de l'homme, on lit, à l'article 13, que «toute personne a le droit de quitter tout pays, y compris le sien, et de revenir dans son pays» et à l'article 19, que «tout individu a droit à la liberté d'opinion et d'expression, ce qui implique le droit de ne pas être inquiété pour ses opinions et celui de chercher à recevoir et à répondre, sans considération de frontières, les informations et les idées par quelque moyen que ce soit». La réalité cruelle est que cette Déclaration reste une lettre morte et que les Etats totalitaires - qui figurent parmi ses signataires - la violent chaque jour et sans le moindre souci de sauver les apparences.

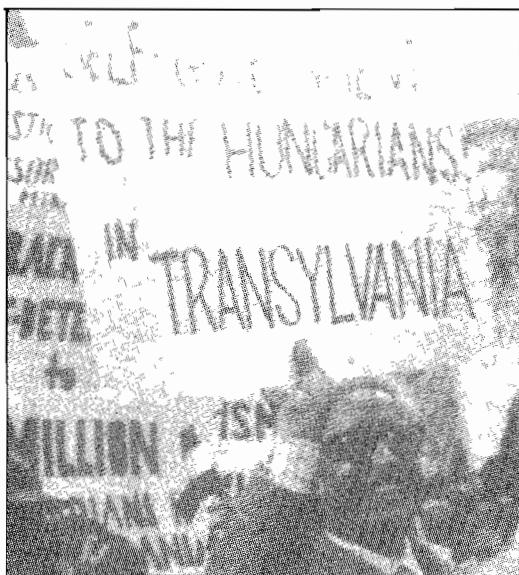
MADRID, LA SEULE CONSOLATION, ET ENCORE...

On a signé à Belgrade (sur la base d'une proposition danoise) une déclaration qui atteste la défaite des hommes politiques de l'Europe libre qui avaient cru à la bonne foi des Soviétiques. «Défaite», voilà le mot exact. Pourquoi M. Francis Beauchâteau le qualifie-t-il de «pierre à une construction future»? Est-ce vraiment là une consolation que de dire, avec le délégué français à Belgrade, que le document danois «ne cherchant pas à cultiver le pessimisme ou à se faire des illusions» doit être apprécié, vu «qu'il préserve l'avenir dans la mesure où il fixe un nouveau rendez-vous à Madrid en 1980»? Nous ne croyons guère à la vertu consolatrice de la phrase du document qui déclare que: «Conformément aux dispositions pertinentes de l'Acte final et à leur détermination de poursuivre le processus multilatéral amorcé par la C.S.C.E., les Etats participants continueront de tenir des réunions de leurs représentants. La deuxième de ces réunions se tiendra à Madrid à partir du mardi 11 novembre 1980.»

Nous sommes plutôt enclins à signer la conclusion de l'éditorial du journal «Le Monde» du 22 février: «La détente recevra un coup particulièrement préjudiciable aux Européens de l'Ouest et aux démocraties populaires, les relations des superpuissances se situant à un autre niveau. Reste le rendez-vous de Madrid en 1980, mais pourquoi faire? Et d'ailleurs, du côté français au moins, nul n'est plus certain que cette nouvelle conférence ait jamais lieu».

Alors que tant de journaux et nous-mêmes publions des articles amers et plus ou moins pessimistes sur les perspectives des libertés fondamentales en Urss et ses Etats satellites, sur le vaste territoire de ces pays augmentent les cas de poursuites judiciaires, de condamnations et de toute sorte de vexations.

M.P.



L'IRREDENTISME HONGROIS - UNE ATTITUDE ANTI - EUROPEENNE

Le triomphe de la cause européenne est menacé de toute part. On ne connaît que trop l'importance des facteurs centrifuges qui agissent au sein même de la communauté des Neuf. On connaît aussi la gravité des obstacles qui dérivent du fait qu'un vaste territoire européen se trouve, depuis la fin de la guerre, sous la domination de l'ennemi de l'Europe le plus grand et le plus farouche. Une des armes les plus redoutables que manoeuvrent en général les antieuropéistes et cette colossale anti-Europe qu'est l'Union soviétique, est le nationalisme mesquin et obtus, l'exaltation ridicule des mérites imaginaires de la propre nationalité et le dénigrement haineux des qualités et des droits des autres nationalités. L'irredentisme n'est qu'une forme de ce type de nationalisme, dangereux pour sa force destructrice.

Depuis quelques années, on assiste à une recrudescence de l'irredentisme hongrois qui avance des prétentions territoriales absurdes sur la région roumaine appelée Transylvanie et dont le but est l'annexion de ce territoire par la Hongrie. Les irredentistes hongrois - très actifs en dehors des frontières de la Hongrie et fortement soutenus par le régime de Budapest - ont lancé une campagne de calomnies contre l'Etat roumain, pour le compromettre aux yeux du monde occidental.

Les leitmotifs de cette propagande sont au nombre de deux: 1) les Roumains ne représentent pas la population autochtone

de la Transylvanie, puisqu'ils y pénétrèrent après le X^e siècle, en provenance du sud du Danube; à cette époque, la Transylvanie était habitée par les Hongrois; 2) le régime de M. Ceausescu exerce toute sorte de vexations et de persécutions contre la minorité hongroise vivant en Roumanie, dans le but d'empêcher son affirmation culturelle dans sa propre langue, de réduire la concentration démographique des Hongrois en Transylvanie et, enfin, de les dénationaliser pour les assimiler.

Les irredentistes magyars s'adressent à l'opinion publique de l'Europe occidentale et des Etats-Unis d'Amérique à travers la presse, des réunions et des manifestations bruyantes, misant surtout sur l'effet que pourrait produire dans le monde libre l'accusation que le gouvernement de Bucarest viole les droits de l'Homme, en l'occurrence les droits civils et les libertés fondamentales d'une population minoritaire.

POURQUOI LE KREMLIN DONNE-T-IL SON APPUI AUX IRREDENTISTES?

Cette campagne doit être critiquée et réduite au silence, aussi bien *au nom de la vérité historique que dans l'esprit d'une entente européenne meilleure*. Les deux thèses principales des irredentistes sont complètement fausses et il convient de souligner que ceux qui les soutiennent sont non seulement des *antiroumains* enragés, mais aussi des *antieuropéens* et ils nuisent, en cela, aux

intérêts mêmes de la nation qu'ils prétendent défendre. *Exhumer et agiter les revendications sur la Transylvanie et protester contre une discrimination imaginaire dont serait victime la minorité d'origine hongroise en Roumanie est, en fin de compte, une action également antimagyare*, car le peuple hongrois, tout comme le peuple roumain, est une victime de l'impérialisme soviétique. Il est très significatif, à ce propos, que les irrédentistes se voient soutenus par l'Union soviétique. En réalité, *ce n'est qu'au sein d'une Europe unie, réalisée en surmontant les antagonismes nationaux, que la nation hongroise pourra redevenir libre. Qu'en pense la presse occidentale.*

La propagande hongroise bénéficie de l'hospitalité de journaux importants tels «*Neue Zürcher Zeitung*», «*Frankfurter Allgemeine*», «*Le Monde*», «*International Herald Tribune*», etc. Dans «*Le Monde*» du 25 janvier de cette année, on lit, notamment, que la Roumanie «*a abandonné sensiblement, au fil des années, le libéralisme qui avait été le sien après 1947 dans l'administration de l'enseignement. Elle poursuit en matière d'emploi une politique subtile de dispersion des habitants hongrois sur tout le territoire du pays*». D'autres publications offrent leurs pages à des attaques plus violentes et non moins injustes. Dans «*Le droit de vivre*», de mai 1977, une grande page remplie de mensonges se termine par un appel pathétique:

«*Aussi, face au génocide culturel des Hongrois de Transylvanie, les hommes et les femmes de notre pays (la France), épris de justice et de liberté, les organisations démocratiques ne sauraient rester indifférentes, quelles que soient leurs tendances. Le combat de la minorité hongroise contre ces odieuses discriminations est aussi digne d'intérêt que celui des Juifs d'Union soviétique ou des Noirs d'Afrique du Sud. L'opinion doit être largement informée et sensibilisée... afin que cessent ces agressions et que les populations hongroises de Transylvanie retrouvent enfin leur liberté et leur dignité*».

DES AMIS HAUT PLACES

Malheureusement, cette campagne dénigratoire se déploie librement, car la partie lésée ne se défend pas; et qui veut se former une opinion sans consulter des livres

d'histoire et sans faire une enquête sur place, reste à la merci des assertions tendancieuses des Hongrois. Les irrédentistes comptent parmi leurs amis des personnalités politiques importantes; on a parlé avec insistance d'une certaine sympathie prohongroise de la part de la Maison Blanche en 1976, et l'on parle maintenant du Premier ministre français, Barre, dont l'épouse est d'origine hongroise.

LES LECTEURS NOUS ECRIVENT

Le «*Bulletin Européen*» a reçu des lettres concernant cette offensive de mensonges et de calomnies. On nous demande de donner des renseignements sur la situation exacte et de prendre position. On nous demande, également, pourquoi on n'entend, dans cette polémique, qu'une seule voix et comment nous interprétons le silence de Bucarest (en réalité, depuis quelque temps, Bucarest ne se tait plus). D'autres lettres contiennent des protestations et des témoignages de la part de personnes qui ont quitté récemment la Roumanie et qui connaissent, par conséquent, la réalité. Nous reproduirons dans notre prochain numéro quelques extraits de ces lettres. Aujourd'hui, nous nous limitons à un fragment tiré d'une lettre d'un type à part, puisque son signataire est un réfugié politique d'origine slave qui a vécu en Hongrie jusqu'en 1972, et a pu y connaître, à la suite d'une triste expérience personnelle, la politique que mènent les Hongrois à l'égard des minorités qui vivent dans leur pays.

«*En Occident, l'opinion est très mal renseignée sur ce qui se passe au-delà du rideau de fer. En Hongrie, par exemple, pays où j'ai vécu pendant trente ans. Les Hongrois ont une triste réputation de nationalisme; ils étouffent des minorités. Ils se comportent mal envers leurs concitoyens d'origine étrangère et maintiennent un régime d'iniquités envers les nationalités cohabitantes... Quand j'ai lu récemment, dans certains journaux, que les Hongrois se plaignaient des injustices subies par leurs compatriotes en Roumanie, j'ai été révolté. Comment donc? Ces champions des droits des minorités nationales dans d'autres pays mènent eux-mêmes, sans aucune honte, une politique d'oppression des autres ethnies!*» □



LE PARLEMENT

Après avoir surmonté les dernières divergences, les chefs d'Etat et de gouvernement avaient établi, lors de la réunion du Conseil de l'Europe des 12 et 13 juillet 1976, que les 180 millions de citoyens européens de la Cee se rendraient, en 1978, aux urnes pour élire, au suffrage universel, leurs députés au premier Parlement européen.

Les documents contenant les dispositions de cette élection avaient été signés, le 20 septembre, par les membres du Conseil conformément aux traités et les accords devaient être reconnus par les divers Parlements nationaux avant d'entrer en vigueur.

Le torpillage anglais, effectué le 7 décembre dernier par la Chambre des Communes, a presque certainement fait sauter la possibilité que les premières élections européennes se déroulent cette année, même si la date précise de ces élections doit être fixée définitivement par le Conseil de l'Europe.

Le nouveau Parlement européen sera composé de 410 membres qui resteront en

charge pendant cinq ans et les neuf pays y seront représentés comme suit:

Allemagne fédérale	81	députés
France	81	''
Italie	81	''
Royaume-Uni	81	''
Pays-Bas	25	''
Belgique	24	''
Danemark	16	''
Irlande	15	''
Luxembourg	6	''

Les premières élections se dérouleront selon les modalités établies par chaque Etat membre, dans l'attente de la mise au point d'une procédure électorale uniforme pour l'ensemble de la Communauté, comme le prévoient les traités.

L'élaboration d'une telle procédure constituera une des premières tâches des futures Assemblées.

La première consultation européenne électorale pourra se dérouler, dans chaque pays, entre le jeudi et le dimanche d'une

même semaine, afin de respecter les traditions électorales de chaque pays membre.

Les députés européens ne devront pas être obligatoirement membres d'un Parlement national, comme cela se passe, par contre, dans l'actuelle composition du Conseil de l'Europe.

Nous aurons donc, dans le nouveau Parlement européen, à côté de parlementaires ayant le double mandat national et européen, également des députés exclusive-

ment membres du Parlement européen.

Et quand ce dernier sera constitué et exercera ses fonctions, il sera inévitablement nommé, après une période plus ou moins longue, un gouvernement européen qui en appliquera les décisions de compétence communautaire et qui représentera l'Europe Unie dans le contexte international.

C'est là, tout au moins, notre foi et notre espérance.

LES PREMIERES ELECTIONS EUROPEENNES

R.F.A.

LES PARTIS ALLEMANDS DEMANDENT DES FONDS POUR LA CAMPAGNE ELECTORALE EUROPEENNE

Les groupes parlementaires du Bundestag ont commencé à discuter séparément le projet de loi sur les élections européennes élaboré par les techniciens du ministère de l'Intérieur, qui prévoit la présentation de listes de candidats dans chaque Land. A la suite de pression des administrateurs des partis, les groupes avaient cherché à obtenir que le projet contienne une clause pour le financement public de la campagne électorale; mais le ministre de l'Intérieur, Maihofer, considérant cette question extrêmement délicate, avait repoussé cette proposition. C'est ainsi qu'il a été décidé d'arriver, au même résultat par une initiative parlementaire.

D'après la conception prédominante, l'Etat devrait mettre à la disposition des partis politiques, pris dans leur ensemble, trois marks et demi par électeur. Sur la base de la loi en vigueur, qui ne se réfère cependant qu'aux élections politiques internes, l'Etat fédéral et les Länder contribuent aux dépenses des partis en rapport avec leur consistance effective. Au début, la loi envisageait le cofinancement public, mais la Cour constitutionnelle intervint pour la modifier dans le sens de la contribution.

Les partis allemands estiment, généralement, que les élections européennes ne sont pas moins importantes que les élections nationales; elles ne peuvent donc pas coûter moins cher; mais tous ne partagent pas cette estimation. Selon certains, en effet, la campagne électorale pour le Bundestag est plus astreignante et dispendieuse. On peut toutefois estimer que l'accord ne sera pas difficile étant donné que lorsqu'il s'agit de se partager de l'argent, Brandt et Strauss trouvent un terrain d'entente sans trop d'hésitations. C'est ainsi que l'on est très rapidement arrivé à la conclusion, après avoir calculé le nombre des électeurs, que le gâteau à partager devrait s'élever à 145 millions de marks au moins.

ITALIE

NAISSANCE DU «PARTIT POPULAIRE EUROPEEN»

Un «E» à trois dimensions entouré de douze étoiles avec la phrase «Parti populaire européen»: tel est le symbole du PPE, la nouvelle organisation qui unit tous les partis d'inspiration chrétienne, dont les premières assises de présentation se tiendront les 6 et 7 mars à Bruxelles. MM. Zaccagnini et Granelli ont présenté à la presse le programme politique de cette organisation européenne qui, la première, a réussi à rassembler, dans une structure supranationale, des partis de même inspiration. Le programme établit quelques principes géné-

raux. Le premier chapitre parle «des valeurs fondamentales du christianisme» et refuse «l'individualisme moralement effréné comme le collectivisme». Il est souhaité, dans le deuxième chapitre, «une communauté libre, démocratique et pluraliste»; dans le troisième, enfin, on demande «le bon fonctionnement de l'économie de marché social».

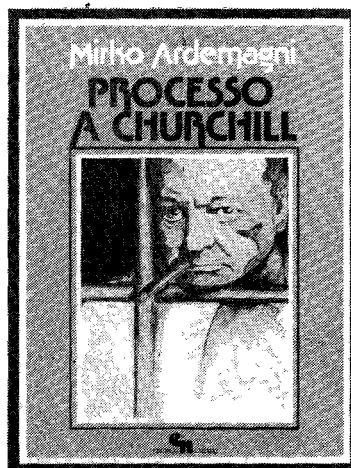
Alors que les partis sont déjà en phase avancée d'organisation pour les élections du Parlement européen, l'Italie - en raison, également, de la crise gouvernementale - n'a pas encore préparé la loi qui devrait établir le système électoral et les modalités de vote. M. Granelli a confirmé que les Italiens résidant actuellement dans les autres pays du Marché commun auront, eux aussi, la possibilité de voter. Aucune allusion n'a été faite quant à la possibilité d'introduire le remboursement public, aux partis politiques, pour les frais électoraux soutenus.

Dans le programme élaboré pour son prochain gouvernement, M. Andreotti a adopté le principe de la proportionnelle pure, prévu dans le projet mis sur pied par une commission spéciale des partis et n'a fait aucune allusion à un éventuel financement public de ces élections. Le Parti libéral a expressément demandé au gouvernement un éclaircissement sur cette question, mais n'a toujours pas reçu de réponse.

Aujourd'hui, les partis italiens reçoivent pour soutenir leurs dépenses électorales, lors des élections politiques, la somme de 15 milliards de lires: 15% de ce montant est réparti de façon paritaire; le reste est distribué proportionnellement aux votes reçus pour la Chambre des Députés.

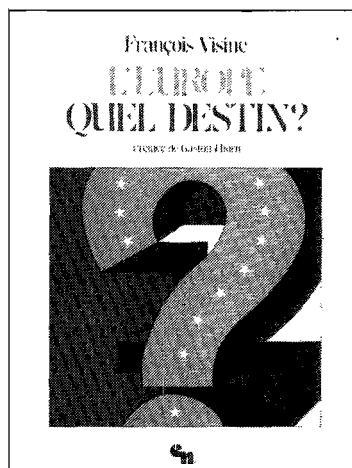
Le projet pour le Parlement européen, actuellement en discussion, ne traite pas la question du financement: les frais électoraux devraient peser intégralement sur les caisses des partis. Le sous-chef de groupe démocrate-chrétien à la Chambre et attaché aux Affaires étrangères, Guido Bernardi a déclaré: «Il serait incontestablement juste d'avoir un financement public pour la campagne électorale européenne, étant donné l'importance vitale de la question, même s'il me paraît déconseillable tant en raison de la crise économique qui nous impose des coupes franches dans la dépense publique, que pour la perspective imminente du référendum sur le financement des partis».


EDITRICE NAGARD



Brochure - 200 pages
4 000 lires it.

Diffusion:
Licosa - Firenze (Italie) Via La Marmora n.45

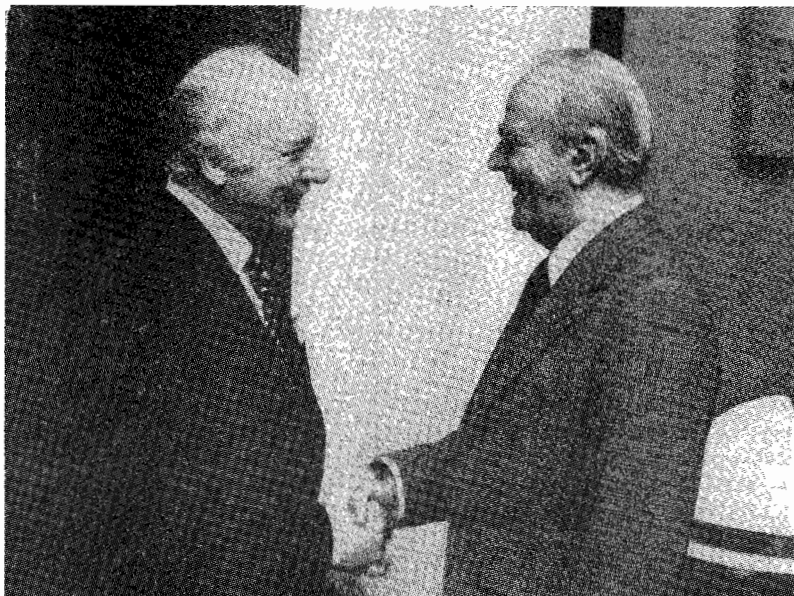


Brochure - 230 pages
4 000 lires it.

Diffusion:
Licosa - Firenze (Italie) Via La Marmora n.45

Librairie Européenne
Bruxelles (Belgique) Rue de la Loi, 244

LA GRECE, DIXIEME MEMBRE DE LA C.E.E.



Une cordiale poignée de mains entre le président de la R.F.A., Walter Scheel, et le Premier ministre grec, Konstantin Karamanlis.

Plein appui pour l'entrée de la Grèce dans la Cee et constatation que cette question est entièrement à l'écart de tout autre problème; accord pour l'institution d'un statut spécial entre la Grèce et l'Otan; reconnaissance de la validité de la ligne politique hellénique concernant le problème de Chypre et les divergences avec la Turquie: tels sont, en synthèse, les résultats des colloques qu'a eus le Premier ministre Caramanlis au cours des visites à Londres, Bruxelles, Paris et Bonn. A son retour à Athènes, M. Caramanlis a déclaré être satisfait des résultats de son voyage.

Les colloques ont non seulement permis de faire enfin «décoller» les négociations avec la Communauté, mais ils ont également sanctionné le fait que la question de l'entrée de la Grèce au sein de la Cee n'est absolument pas liée aux demandes d'adhésion avancées par d'autres pays ou à tout autre problème de nature politique ou autre, en particulier celui des rapports avec l'Otan et celui de la situation dans la Méditerranée orientale. «Je suis persuadé, a déclaré M. Caramanlis, que les conversations que j'ai eues avec les leaders européens donneront des fruits positifs en ce qui concerne tous les problèmes difficiles qu'affronte la Grèce».

LONDRES: LA POSITION DE LA GRECE EST VALABLE ET RAISONNABLE

Le Premier ministre britannique, James Callaghan, a rappelé à M. Caramanlis que la Grande-Bretagne soutient sans réserve la demande de la Grèce d'entrer dans le sein de la Cee; il considère cette demande comme une chose en soi et n'ayant aucun rapport avec un quelconque autre problème de la Cee ou de l'Otan. Le Premier ministre britannique a exprimé l'espoir que les négociations pour l'entrée de la Grèce puissent commencer immédiatement après la réunion du Conseil des ministres de la Cee du 6 février. La Grande-Bretagne, a observé M. Callaghan, a toujours considéré la Grèce comme une partie intégrante de l'Europe.

PARIS: PLEIN APPUI POUR L'ENTREE DANS LA CEE

Pour la France, l'entrée de la Grèce au sein de la Communauté Economique Européenne n'est pas seulement une question économique et politique, mais aussi un fait humain: c'est ce qu'a déclaré le président Valéry Giscard d'Estaing lors de son entretien avec M. Caramanlis; il a en outre ajouté que «nous entrons maintenant dans la phase conclusive». Le chef de l'Etat français s'est déclaré «convaincu que nous arriverons à des solutions positives». «Je pense - a-t-il ajouté - que nous pourrons prendre en considération, au cours de cette année, les décisions nécessaires et permettre ainsi à la Grèce d'entrer dans la Cee avant la fin de 1979».

BRUXELLES: ROUTE OUVERTE VERS LA COMMUNAUTE

Le Premier ministre belge, Léo Tindemans, le président de la Commission exécutive de la Cee, Roy Jenkins, et le Secrétaire général de l'Otan, Joseph Luns, ont été à Bruxelles les interlocuteurs de M. Caramanlis. La Belgique non seulement soutient pleinement l'entrée de la Grèce dans la Cee, mais désire également que les négociations qui s'y rapportent soient activées, a déclaré le Premier ministre belge, qui a ajouté: «En ce qui nous concerne, l'accord de Rome est un accord ouvert et un Etat européen qui possède un régime démocratique et désire entrer dans la Communauté doit en devenir membre».

BONN: ADHESION POUR L'EUROPE A DIX

La République fédérale d'Allemagne, dernière étape du voyage de M. Caramanlis, a, elle aussi, donné son accord au «calendrier» sur la base duquel la Grèce entrera dans la Communauté Economique Européenne d'ici la fin de l'année 1979. Le gouvernement de Bonn, a déclaré à M. Caramanlis le chancelier fédéral Helmut Schmidt, soutient nettement l'activation des négociations et leur séparation de tout autre problème. M. Schmidt a exprimé l'espoir que les négociations pour l'adhésion puissent se conclure pendant la période durant laquelle le ministre des Affaires étrangères fédéral, Hans-Dieter Genscher, sera le président du Conseil des ministres de la Communauté, c'est-à-dire pendant le second semestre de cette année. Se référant à la déclaration du président français, selon laquelle la France prendra des initiatives pour que les négociations se terminent avant la fin de cette année, le porte-parole du gouvernement fédéral a, de son côté, déclaré que Bonn partage le point de vue français en la matière et coopérera à toute initiative s'y rapportant.

M. CARAMANLIS RECOIT LE «PRIX CHARLEMAGNE» POUR L'UNITE EUROPEENNE

Le Premier ministre grec Caramanlis a reçu le Prix Charlemagne pour l'année 1978. Décerné par la Municipalité d'Aix-la-Chapelle, ce prix est attribué à une personnalité qui s'est particulièrement distinguée pour la contribution apportée, dans les domaines politique, économique et culturel, au développement de l'unité européenne. Parmi ceux qui ont été honorés au cours des années passées, nous citerons Winston Churchill, Alcide de Gasperi, Robert Schuman, Konrad Adenauer. Dans un message adressé au bourgmestre d'Aix-la-Chapelle, M. Caramanlis se déclare «profondément honoré d'être inclus parmi les grands Européens qui ont contribué à promouvoir l'idée de l'unité européenne». La Grèce, ajoute le message, désire et peut apporter sa contribution, avec toute son ardeur, à la réalisation des idéals qui ont inspiré les fondateurs de la Communauté. Le Prix Charlemagne sera remis le 4 mai, au cours d'une cérémonie solennelle à la mairie d'Aix-la-Chapelle.

LIBERTE OU SOCIALISME?

par ALDO MUNGO
Président des Jeunesses Européennes

La plus grande aventure de notre époque est sans conteste le combat pour l'Unité de l'Europe. Cependant la norme philosophique sur laquelle doit être basée toute unification de peuples est l'esprit de tolérance. Erasme, le grand Humaniste, oeuvra magistralement en dictant aux peuples, et en l'occurrence aux Européens, cette norme dont les Libéraux ont fait leur mystique et qui doit servir de socle intellectuel à la notion de l'Unification de l'Europe.

«L'Europe sera socialiste ou ne sera pas!», on connaît la formule à l'emporte-pièce de Monsieur François Mitterand, reprise par tous les leaders de la «Rose au poing». Quel bel esprit de tolérance pour ceux qui se réclament, comme l'a fait récemment Monsieur Henri Simonet, les héritiers historiques du Libéralisme émancipateur! L'Europe se fera ou disparaîtra, voilà la vérité, et c'est du libéralisme, pluraliste et démocratique, qu'on est en droit d'attendre un «Risorgimento» de l'Europe.

Lorsque Monsieur Mitterand affirme que l'Europe doit être socialiste, cela implique nécessairement que les structures économiques et sociales seront changées et qu'il ne doit certainement pas être d'accord quant à la possibilité d'un retour à une société non socialiste. Dès lors la nature du Politique sera également bouleversée de manière à éviter tout retour au pouvoir des tenants d'une société non socialiste; cela en serait fait de la tolérance, et cela se terminera tôt ou tard au goulag ou à la guerre civile!

Une société libérale peut fonctionner sans les libéraux au pouvoir, une société socialiste ne peut se permettre de ne pas être dirigée par des Socialistes! Remarquons que Monsieur Mitterand n'en est plus au stade des vœux puisque sur les treize membres de la Commission de la Communauté Européenne, six sont socialis-

tes, dont le Président, alors que les Socialistes représentent dans la Communauté un tiers de la population! D'autre part, toute la politique de la Commission est d'inspiration purement socialiste: préséance de l'économique sur le politique, interventionnisme, réglementation bureaucratique etc...

L'élection du Parlement Européen est une occasion unique pour les Libéraux, au sens large du terme, c'est-à-dire tous les tenants de la primauté de l'individu sur la collectivité, de changer cet état de choses. De réaffirmer ce qu'ils ont toujours été: Réformateurs.

Le Socialisme ou la Liberté! Voilà le choix des électeurs de 1979! Même si ce Socialisme se présente sous le visage sympathique de certains hommes politiques, il n'en demeure pas moins un choix qui n'est qu'une antichambre du Communisme pur et simple, à brève, moyenne ou longue échéance, c'est le doigt dans l'engrenage! A ceux qui croient au «Socialisme à visage humain» (étonnant qu'il ait fallu la précision «visage humain!»), je les renverrai aux projets, entre autres, de la bien sympathique technocratie social-démocrate suédoise: municipalisation des sols et abrogation du droit même d'hériter! Une chance que le «Bourgeois» ait mis fin à ces élucubrations que même l'URSS n'a pas encore abordées!

Liberté ou socialisme! Car enfin soyons lucides, est-ce être libre que de dépendre d'un Etat-Providence, énorme machine à édicter des règlements? Le libéralisme n'a pas fait son temps, car nous avons maintenant suffisamment d'exemples de sociétés socialistes qui n'ont abouti qu'à la limitation de la liberté individuelle.

Pour terminer, je rappellerai une pensée de Jean Rostand: «A quoi cela servirait-il que la nature fasse de chaque individu un être différent si la société l'uniformise?».



LES PROBLEMES DE LA REGIONALISATION

1. L'EQUILIBRE ET LE DEVELOPPEMENT

La crise économique actuelle accentue les déséquilibres entre les régions d'Europe Centrale du Nord-Ouest, importatrices de main-d'oeuvre, et les régions de l'Europe périphérique, exportatrices de main-d'oeuvre.

Cette situation peut conduire à des effets de domination des régions industrielles sur les régions défavorisées et à l'apparition finalement de «deux Europes» antagonistes. Il se trouve d'ailleurs que les régions les plus menacées par cette domination se situent notamment dans les pays candidats à l'adhésion aux Communautés Européennes.

La Conférence des Pouvoirs Locaux et Régionaux de l'Europe s'est déclarée en faveur d'un développement équilibré de l'Europe et de ses régions par une politique d'aménagement du territoire au niveau du continent, équilibre qui pourrait être opéré notamment par un renforcement des structures régionales et par le lancement de grands travaux d'infrastructure dans les régions défavorisées, grâce à l'assistance financière des organismes européens compétents.

Il s'agit de donner aux régions «dominées» une existence propre. La Déclaration de Galway a proposé pour cela un «new deal» européen en faveur des régions défavorisées, assurant la possibilité pour chacun de vivre et de travailler «au pays», dans le cadre d'un nouveau «dialogue Nord-Sud» à l'échelle européenne, «new deal» indispensable à un élargissement des Communautés Européennes aux pays méditerranéens.

2. REGION ET CULTURE

Dès 1970, la Conférence des Pouvoirs Locaux et Régionaux de l'Europe avait in-

sisté, sur la nécessité de doter les régions de compétences et de moyens financiers leur permettant d'assurer leur autonomie culturelle.

La première Convention des Autorités Régionales de l'Europe périphérique avait déjà demandé, dans la Déclaration de Galway, aux institutions européennes et nationales de veiller à la protection des langues et cultures régionales d'Europe souvent menacées d'effacement sinon de disparition.

Les débats de la Convention de Bordeaux dans le cadre du thème «Région et Culture» ont abordé les divers problèmes du contenu de l'identité culturelle régionale. Contestant le centralisme dont l'une des conséquences est l'uniformisation en matière de culture, les rapports ont mis l'accent sur la nécessité d'un renouveau des cultures régionales trouvant sa source à la base, dans des initiatives fondées sur la prise de conscience régionale. Face au danger de l'uniformisation culturelle, il y a lieu de définir les conditions pour le développement de «l'Europe des différences».

3. REGIONALISATION ET CONSTRUCTION DE L'EUROPE

L'une des caractéristiques de l'évolution des Etats membres du Conseil de l'Europe réside depuis plusieurs années dans la décentralisation administrative, le renforcement des structures locales et le développement de l'entité régionale.

Parmi les facteurs qui se trouvent à l'origine de ce mouvement, on peut citer la recherche d'une plus grande efficacité dans la poursuite des politiques nationales et notamment dans les efforts de développement, la prise de conscience régionale, pour des raisons tant culturelles que socio-économiques et historiques, la volonté de rapprochement des centres de décision du citoyen, l'importance de la notion de communauté et de cohésion dans l'organisation des collectivités territoriales.

La société européenne aspire de plus en plus à la décentralisation et au renforcement des institutions locales et régionales. Parallèlement, le processus d'intégration européenne en cours par la voie interétatique et dans certains cas supranationale, appelle un rééquilibrage par la participation des différentes catégories de la Communau-

té nationale dont les régions sont les plus importantes en tant que composantes premières de la nation.

Se fondant sur ces analyses, les rapports ont fait de nouvelles propositions pour définir la place des régions dans le contexte des institutions que l'Europe est en train de se donner.

L'EUROPE EST UN AVEUGLE

Les satellites d'observation de la terre sont des «yeux» qui nous observent dans le moindre détail.

Soviétiques et Américains en possèdent depuis plusieurs années. Une mine inépuisable de renseignements sur l'Europe est ainsi à la disposition de ceux qui contrôlent la technologie spatiale de télédétection. Et c'est à eux que les Européens doivent s'adresser s'ils veulent des renseignements concernant leur territoire. Actuellement l'Europe est un aveugle que les deux superpuissances observent dans les moindres détails.

Une décision politique s'impose: développer ou ne pas développer un programme européen de télédétection.

La question sera posée lors de l'audition parlementaire publique sur les besoins spécifiques de l'Europe dans le domaine de la télédétection, audition organisée le 11 mars à Toulouse par le Comité mixte européen des coopérations scientifiques.

L'audition prendra la forme d'un «face à face»: d'un côté, ceux qui détiennent le pouvoir de décision dans le domaine de la technologie spatiale, les instances gouvernementales et intergouvernementales, de l'autre, le jury, c'est-à-dire des parlementaires du Conseil de l'Europe et leurs conseillers scientifiques.

A cette occasion, les parlementaires demanderont des précisions sur les divers domaines d'application de la télédétection (agriculture, protection de l'environnement, prévision des récoltes, occupation du sol, ressources en eaux, exploration pétrolière, etc.) et donc de ses incidences économiques, ainsi que sur les aspects légaux de l'observation de la terre par satellites.

L'audition sera précédée d'un grand colloque scientifique international sur «l'observation spatiale de la terre et la gestion des ressources planétaires», organisé par l'Agence Spatiale Européenne et le Centre Nationale d'Etudes Spatiales (CNES - France) et qui réunira environ 600 hommes de science du monde entier pour un premier bilan des possibilités d'applications des techniques de télédétection.



CONVOCAATION DE QUATRE ASTRONAUTES EUROPEENS

La période d'entraînement a commencé à Cologne pour les quatre candidats européens aux vols spatiaux, dont l'un d'entre eux sera envoyé, en décembre 1980, par un missile dans un laboratoire spatial orbitant autour de la Terre pendant sept jours.

Ils ont pris les premiers contacts - sur le terrain de la Deutsche Forschungs- und Versuchsanstalt für Luft- und Raumfahrt (DFVLR), situé à proximité de l'aéroport de Cologne-Bonn - avec leur poste de travail dont ils disposeront pendant une semaine dans l'espace interplanétaire dans le modèle de la capsule «Spacelab», le laboratoire spatial européen à la construction duquel participent 40 sociétés européennes.

L'Allemand Ulf Merbold (36 ans), l'Italien Franco Malerba (36 ans), le Suisse Claude Nicollier (33 ans) et le Néerlandais Wubbo Ockels (31 ans) iront aux Etats-Unis après avoir quitté Porz, où se trouve le centre de coordination du premier vol spatial avec un équipage européen humain (ESA). Là, la Nasa les soumettra à d'ultérieures visites médicales dont le caractère ne sera cependant plus sélectif.

Un groupe de scientifiques européens procédera à l'avant-dernière sélection, après d'autres cours d'entraînement dans les diverses disciplines pour lesquelles les futurs astronautes devront réaliser les expériences dans le laboratoire spatial. Les candidats qui obtiendront un contrat officiel de l'ESA ne seront ensuite que trois. Ce n'est que quelques mois avant le lancement que sera choisi celui des trois qui sera réellement envoyé dans l'espa-

ce en décembre 1980.

Parallèlement, la Nasa a présenté, aux Etats-Unis, une nouvelle équipe de candidats astronautes. Alors qu'en Europe il n'a été choisi que quatre candidats sur les 2 000 environ, les Américains en ont choisi 35 parmi 8 000 postulants. Pour la première fois, on a compté six femmes et trois hommes de couleur parmi ces derniers. Un des Noirs sera entraîné comme pilote et pourra donc porter le titre officiel d'«astronaute».



Quatre Européens se préparent à aller dans l'espace: de gauche à droite, l'Allemand Ulf Merbold, le Suisse Claude Nicollier, l'Italien Franco Malerba et le Néerlandais Wubbo Ockels.

CREATION D'UNE FONDATION EUROPEENNE

La Commission des Communautés Européennes a approuvé la présentation au Conseil de l'Europe d'un rapport sur la portée, la nature et le financement d'une Fondation européenne qui devrait être créée sur la base des orientations contenues dans le rapport de M. Léo Tindemans sur l'Union européenne.

ROLES D'UNE FONDATION EUROPEENNE

La proposition avancée par M. Tindemans indique comme but de la Fondation la «promotion», soit indirecte, soit en aidant des organismes existants, de tout ce qui peut contribuer à une meilleure compréhension entre nos peuples, en mettant l'accent sur les contacts humains: activités de jeunes, échanges universitaires, débats et colloques scientifiques, réunions de catégories socio-professionnelles, activités culturelles et d'information. La Fondation aura également une fonction à exercer quant à l'irradiation extérieure de l'Europe unie. De par sa nature, la Fondation sera souvent en mesure d'intervenir d'une façon plus souple et plus efficace que les

autorités nationales ou européennes. Elle fournira, en outre, aux innombrables partisans de l'unification européenne dans nos pays, l'occasion d'apporter une contribution personnelle par une coopération qu'ils offriront. C'est ainsi qu'il apparaîtra avec plus de clarté que la création de l'Union peut et doit être la tâche de tous».

Avant d'examiner le rôle d'une Fondation européenne dans les différents secteurs d'activité, il a été effectué une analyse approfondie sur la «motivation d'une Fondation européenne», qui devrait améliorer la compréhension entre les citoyens de la Communauté, projeter la Communauté vers le reste du monde et lui gagner une plus vaste marge de consensus.

FINALITES

Le rapport examine, ensuite, les finalités à attribuer à la Fondation dans les différents secteurs indiqués dans le rapport de M. Tindemans.

a) Activités en faveur des jeunes: il a été posé, à ce propos l'accent surtout sur les actions possibles en faveur des jeunes dans les écoles et les universités, mais principalement en fa-

veur des «jeunes adultes», avec une attention particulière pour la promotion des échanges de jeunes travailleurs et étudiants.

b) Vis-à-vis des catégories socio-professionnelles, la Fondation pourrait oeuvrer pour promouvoir une meilleure connaissance réciproque entre ces catégories et, donc, pour mieux faire connaître et comprendre les diverses réalités nationales.

c) Dans le domaine des activités culturelles et d'information, la Fondation devrait contribuer à une meilleure connaissance du patrimoine commun et encourager les contacts entre les protagonistes de la vie socio-culturelle des pays de la Communauté. En ce qui concerne les mass media, il faudrait que le problème de la promotion de l'information sur les réalités quotidiennes des autres pays soit considéré avec une attention particulière, en encourageant l'échange des programmes et des journalistes.

d) A l'extérieur de la Communauté, la Fondation pourrait oeuvrer utilement à «irradier extérieurement l'Europe Unie», surtout dans les pays candidats à l'adhésion et dans les pays en voie de développement avec lesquels la Communauté a passé des accords

AUTOMOBILISME: LA FIN D'UNE EPOQUE

Un «champion du monde» est sur le point de se retirer. La «Coccinelle» Volkswagen ne sera plus produite à partir de l'année 1978 en Allemagne. Avec ses 19,2 millions d'exemplaires vendus, la «Coccinelle» a été la voiture la plus répandue dans le monde - même la légendaire «Tin Lizzy» de Henry Ford I la suit à une distance respectueuse. Pour rester dans la terminologie sportive, on peut dire que s'il existait des médailles d'or pour les records de production, la «Coccinelle» en aurait gagné des douzaines.

Lancée à l'origine comme «l'auto du peuple» (Volkswagen), à un prix inférieur à 1 000 marks (Reichsmarks) et déjà diffusée avant la guerre, elle était connue en Allemagne, jusqu'en 1945, comme véhicule militaire - même dans sa version «break». Après la guerre, la production a fait suite à l'utilisation militaire préprogrammée et a repris en petite série. Grâce à la solidité de la monnaie de l'Allemagne occidentale, on a également assisté à la course victorieuse de «Coccinelle» hors des frontières de l'Allemagne fédérale. C'est justement dans la patrie de l'automobile, aux Etats-Unis, que la «Volkswagen» a battu tous les records. Aux U.S.A., également, la vente de la «voiture-record» a cessé à partir du 31 décembre 1977; le travail de «percée» de cette voiture sur le marché américain a été dû, en grande partie, au «retour» qualitatif du «made in Germany». Donc, un double motif de tristesse. Cet adieu ne s'adresse pas uniquement à la République fédérale, mais

aussi au puissant marché américain - où la «Coccinelle» est remplacée par un nouveau «varappeur», la «Golf». Il est donc inutile de porter le deuil. Ce qui est cependant certain, c'est que la «Coccinelle» est devenue le symbole du redressement économique de l'Allemagne, pour ne pas parler de «miracle économique». Sans cette voiture, la motorisation n'aurait pas, elle aussi, été possible sous une forme totale. Mais ce qui est également certain, c'est que la «Coccinelle», aux tempes désormais argentées, a été dépassée, à Wolfsburg, par une nouvelle génération. L'«attachement» excessif à la «Coccinelle» a conduit, il y a quelques années à peine, Volkswagen aux bords d'une crise existentielle. L'histoire de la «Coccinelle» comme, du reste, celle du modèle T de Ford sert également de leçon. Même en économie, les vainqueurs d'aujourd'hui peuvent être les battus de demain.

Ce qui vaut pour les héros du sport, est également valable pour la «Coccinelle»: son «abdication» se fait par étapes. Celui qui désirera, cependant, acheter une «Coccinelle» au cours de l'année 1978, sera contraint, même en Allemagne, d'acheter un produit brésilien, mexicain ou africain. C'est là aussi un signe des temps et, à la fois, un petit frein aux «prix de collectionneurs» et aux discours précoces de «Coccinelle-oldtimer». Mais quel que soit l'angle sous lequel on regarde les choses, un fait est certain: une époque est terminée. □

préférentiels. Un des instruments les plus importants pour cela devrait être la collaboration entre les institutions culturelles des pays membres à l'étranger,

sur des initiatives communes à caractère européen.

Ainsi, la création d'une Fondation européenne serait justifiée en raison de la souplesse avec laquelle

elle pourrait agir dans les secteurs où des restrictions d'ordre politique et pratique empêchent une action des institutions et des gouvernements européens.

MOSCOU - 9 Octobre 1944

Churchill
cède à l'Union soviétique
l'Europe de l'Est

YALTA - 1945

Confirmation du
partage de l'Europe
en zones d'influences

HELSINKI - 1975

La conférence de 35 nations
reconnait le statu quo
créé à Yalta



«Nous nous refusons d'admettre qu'il puisse exister des européens
de catégorie A et d'autres de catégorie B».

Bulletin Européen

sommaire

<i>Roberto Cestelli: Les aventures africaines de Moscou</i>	1
<i>M. Pavlovitch: Après Belgrade - en agonie, dès sa naissance</i>	5
<i>L'irredentisme Hongrois - une attitude anti-européenne</i>	7
<i>A petits pas vers l'Europe Unie</i>	9
<i>La Grèce, dixième membre de la C.E.E.</i>	12
<i>Aldo Mungo: Liberté ou socialisme?</i>	14
<i>Les problèmes de la régionalisation</i>	15
<i>L'entraînement spatial - convocation de quatre astronautes européens</i>	17
<i>L'Europe des citoyens - création d'une Fondation Européenne</i>	18
<i>Automobilisme: la fin d'une époque</i>	19

Bulletin européen

Editrice Nagard Srl - Foro Traiano 1/A Roma

Direttore responsabile: Sabino d'Acunto

Direzione e Redazione: Foro Traiano n.1/A Roma - tel. (06) 679.77.85

Reg. Trib. Roma n.16966 del 15.10.1977 (già n.1861 del 15.2.1951)

Rivista mensile - Sped. Abb.postale gruppo III (70%)

Centro Stampa Butangas - Milano via Larga, 11